La ciguë des Docteurs Lovetax

Malheureusement, le temps est propice aux Docteurs Lovetax, un peu fous, qui lancent des idées de réforme fiscale hasardeuses. Leur idée principale est d’augmenter les recettes fiscales. Ainsi, M. Piketty, pour ne pas le nommer, se fait-il le chantre d’un impôt sur le revenu (IR) dont l’assiette serait celle de la CSG (pour inclure tous les revenus financiers), qui serait progressif comme l’IR, avec une progressivité accentuée (taux de taxation moyen de 60% au-dessus de 100 000 euros), sans quotient familial, sans niche fiscale et prélevé à la source. Bien entendu, on prétend haut et fort que « l’augmentation des taux de l’impôt sur le revenu n’a pas de conséquence significative sur l’activité économique ». Et, non content de proclamer : « Taxons davantage le patrimoine, en allourdissant l’ISF et/ou les taxes foncières », on enonce le clou avec un « Taxons plus les revenus du capital (IS, IR, CSG) ».

Échelonnons donc les arguments économiques en faveur de la hausse de taxation du capital – poison –, et surtout ceux contre cette taxation – antidote. Selon les Docteurs Lovetax, du fait de l’abattement de 40% sur les dividendes et de différentes exonérations, les revenus du capital supportent moins de prélèvements que les autres revenus. On peut prétendre au contraire que ce que l’on appelle communément les revenus du capital (plus-values, dividendes, intérêts) ne correspondent pas aux revenus effectifs du capital, car il faudrait les corriger de la fraction de ce revenu qui couvre la perte imputable à l’inflation. On pourrait ajouter que s’il est normal que les revenus effectifs du capital contribuent au financement de la défense, de la sécurité, de la justice, des équipements publics et de la redistribution en faveur des plus démunis, en revanche, ils n’ont pas à contribuer au financement des mécanismes d’assurance sociale » gérés par la puissance publique. Dans le système français, beaucoup de prélèvements sociaux ont des contreparties sous la forme de droits sociaux. Les prélèvements de l’État sur le patrimoine ne génèrent aucun droits supplémentaires (retraite, santé…) Nous sommes en pleine confusion entre la logique de prélèvements sociaux d’une part, et celle des prélèvements publics, d’autre part.


Il faut d’abord baisser les dépenses publiques et sociales avant d’envisager de nouvelles recettes, celles qu’elles soient, dans un pays où les dépenses publiques dépassent 56% de la richesse nationale. Il faut dans tous les cas se fixer une règle selon laquelle les baisses de dépenses doivent être systématiquement plus que proportionnelles aux recettes nouvelles. Ils convient ensuite de distinguer clairement prélèvements sociaux – à caractère commutatif – et prélèvements publics à caractère distributif. Il faut une réforme des charges sociales et il faut une réforme de l’impôt. Mais ne mélangon pas tout. A des redistributions fiscales et sociales opaques, substituons des règles simples et transparentes pour savoir qui paie et qui reçoit. Il importe aussi que les évolutions fiscales en France convergent vers les systèmes étrangers, celui de l’Allemagne notamment. En économie ouverte, toute divergence fiscale se traduit par des pertes de compétitivité et d’attractivité.

Il importe enfin de comprendre les effets sur les comportements des agents économiques de ces divers prélèvements. L’hypothèse des Docteurs Lovetax est que, quelle que soit la multiplication du nombre de petites cuillères, de grosses cuillères et de louches que l’on plonge dans des assiettes fiscales sans cesse élargies, on continuera de les remplir comme si de rien n’était ! Erreur fatale ! Si les agents économiques travaillent moins, épargnent moins, accumulent moins, prennent moins de risques, laissent moins aux générations à venir, c’est toute la collectivité qui en pâtrira.